

REVISIONS

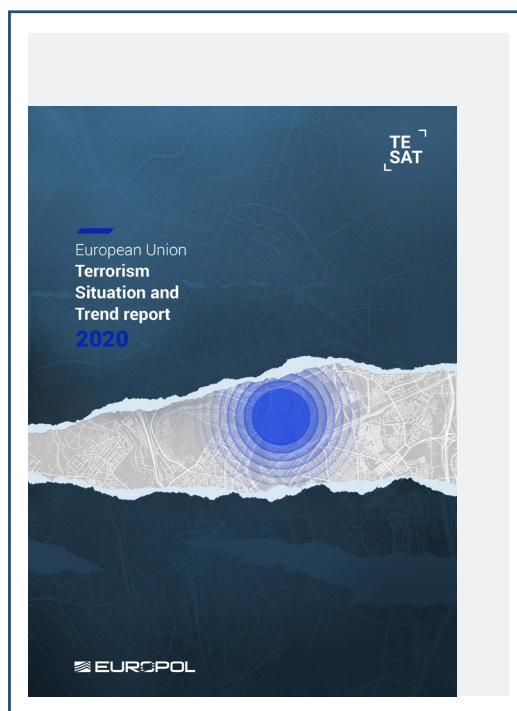


الائتلاف العسكري لمحاربة الإرهاب
ISLAMIC MILITARY COUNTER TERRORISM COALITION



RAPPORTS INTERNATIONAUX

RÉALITÉ DU TERRORISME ET SES TENDANCES EN UNION EUROPÉENNE 2020



2021

Numéro

28

août

www.imctc.org



Rapports Internationaux

Une publication mensuelle de la Coalition Islamique Militaire pour Combattre le Terrorisme

Superviseur général

Le Général-Major Mohammed bin Saïd Al-Mughaidi

Secrétaire Général désigné de la Coalition Islamique Militaire pour Combattre le Terrorisme

Rédacteur en chef

Ashour Ibrahim Aljuhani

Directeur du Département des Études Recherches

Remarque: Les idées exprimées dans ce rapport représentent l'opinion de ses auteurs et pas nécessairement l'opinion de la CIMCT.

Conception, réalisation et édition

Société Taoq pour la Recherche et les Médias



Courriel: info@taoqresearch.org

Téléphone: +966 114890124



Réalité du terrorisme et ses tendances en Union Européenne 2020

L'Agence européenne de police «Europol» a publié son rapport annuel : (État et tendances du terrorisme 2020), qu'elle publie depuis 2007, comprenant le suivi et l'analyse des menaces terroristes auxquelles ont été confrontés les pays de l'Union européenne en 2019 et leurs orientations attendues. Le rapport a révélé une diminution du nombre de morts et de blessés dans les opérations terroristes en UE de l'ordre de 10 tués et 27 blessés en 2019, contre 13 tués et 46 blessés en 2018. Le nombre d'attentats terroristes est passé de 129 en 2018 à 119 - dans 13 pays de l'UE- en 2019. Le nombre de détenus dans des affaires de terrorisme est passé de 1056 en 2018 à 1004 en 2019.

Raisons de la baisse

La diminution du nombre d'attentats terroristes et du nombre de victimes est due à la diminution continue des attentats ethniques et séparatistes ayant atteint 57 en 2019, contre 83 attaques en 2018 et 137 en 2017. Malgré cela, le rapport européen souligne que le terrorisme en UE demeure une menace constante au vu du grand nombre d'attentats que les autorités européennes compétentes ont réussi à déjouer, soit 14 attentats en 2019, contre 16 attentats en 2018.

À la lumière des données et des statistiques disponibles, le rapport souligne que la menace persistante du terrorisme religieux et d'extrême droite montre que les défis sont difficiles pour les pays de l'UE et qu'il reste beaucoup à faire. La désintégration des structures organisationnelles de l'organisation terroriste Etat islamique (EI/Daech) n'a pas éliminé l'organisation, et le phénomène des loups solitaires et des petites cellules que le rapport qualifie de «phénomène d'auto-extrémisme» constitue toujours une grave menace pour l'Union. Ces structures agissent indépendamment de Daech, sans attendre les ordres de la direction, en profitant des technologies modernes d'Internet et des médias sociaux. Commentant l'annonce de la mort du chef de l'EI, Abou Bakr al-Baghdadi en 2019, de nombreux pays européens ont estimé que le changement de direction ne changera pas grand-chose à la menace que constitue Daech pour les pays européens à court terme.

Le rapport affirme explicitement que la situation dans les zones de conflit en dehors de l'Europe impacte la situation du terrorisme en UE, au moment où Daech perdait sa dernière position en Syrie, pour agir à travers des groupes rebelles secrets, dans de vastes zones dispersées en Irak, en Syrie et au Moyen-Orient, ainsi qu'en Afrique et en Asie.

L'état du terrorisme ethnique ou séparatiste s'est maintenu en Europe, le nombre d'attaques ethniques et séparatistes ayant dépassé le nombre d'autres attaques terroristes en 2019, les séparatistes ou groupes ethniques ayant commis 57 attaques, tandis que les attaques terroristes (djihadistes) étaient au nombre de 21, contre 26 pour l'extrême droite et 6 attaques pour la gauche, ce qui fait des séparatistes ethniques le plus grand groupe terroriste en Europe.

Procès des suspects de terrorisme

Le nombre de prévenus accusés dans douze pays européens a atteint 521, dont 520 ont été condamnés,

et un seul prévenu a été acquitté. Le plus grand nombre de condamnations a eu lieu en France (105), Espagne (97) et Belgique (91), bien que de nombreuses personnes condamnées pour terrorisme en 2019 aient déjà été condamnées pour des opérations terroristes ou d'autres crimes en UE ou à l'étranger.

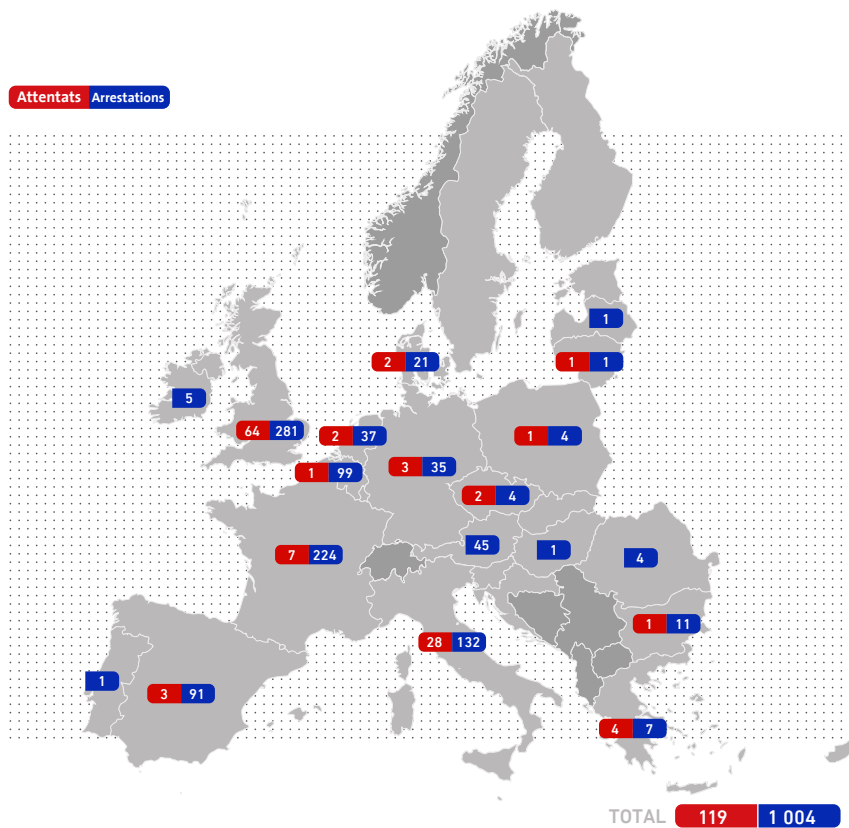
Comme au cours des dernières années, la majorité des condamnations dans les États membres de l'UE (362 condamnations) sont liées au terrorisme religieux et aux groupes terroristes actifs en Syrie à l'époque dont l'EI, Ahrar Al-Sham, Jund Al-Sham, ainsi que d'autres partis liés aux Talibans ou aux Shebabs.

De nombreux procès impliquaient des femmes et des mineurs qui ont rejoint l'organisation terroriste EI en Irak et en Syrie. Les chefs d'accusation les plus importants retenus contre eux sont : participation au recrutement de terroristes, glorification du terrorisme, menace de commettre des actes terroristes, incitation au terrorisme, autoformation à des fins terroristes, financement du terrorisme, insulte aux victimes du terrorisme, fabrication, possession et utilisation d'explosifs, utilisation d'autres armes, contrefaçon de documents, vol et autres crimes.

Selon le rapport, les condamnations liées au terrorisme ethno-nationaliste et séparatiste se classaient au deuxième rang, «deuxième plus grand groupe», et la plupart de ces condamnations étaient en Espagne pour des crimes liés à l'organisation séparatiste ETA.

La moyenne de la peine de prison pour les infractions de terrorisme en UE en 2019 s'élevait à six ans, soit un an de moins qu'en 2018, sachant que cette moyenne était de cinq ans en 2016-2017. La peine de prison la plus faible prononcée par les tribunaux des États membres de l'UE en 2019 était d'un mois, tandis que la peine la plus élevée était la réclusion à perpétuité. Il convient de noter que certains jugements pour crimes terroristes ont été rendus par contumace pour certains accusés, que certains jugements rendus en 2019 étaient définitifs et sans appel, et que des jugements ont été déposés en appel contre d'autres verdicts.

En plus de l'emprisonnement, les tribunaux de l'UE ont ordonné en 2019 d'autres sanctions ou mesures, notamment des traitements dans des établissements de santé mentale, des sanctions financières, des travaux d'intérêt général, des restrictions à l'exercice de certains droits civils, ou du travail dans des secteurs spécifiques tels que l'éducation, ainsi que l'interdiction de voyager, l'expulsion du territoire



Nombre d'attaques et d'arrestations dans les pays de l'UE en 2019

national, une période d'essai spécifiée lors de la libération et la confiscation des avoirs. Dans certains cas, des personnes reconnues coupables d'infractions terroristes ont été privées de la nationalité de l'État membre de l'UE qui les a condamnées ou incluses dans les bases de données judiciaires nationales des auteurs d'infractions terroristes.

Les assaillants et leurs armes

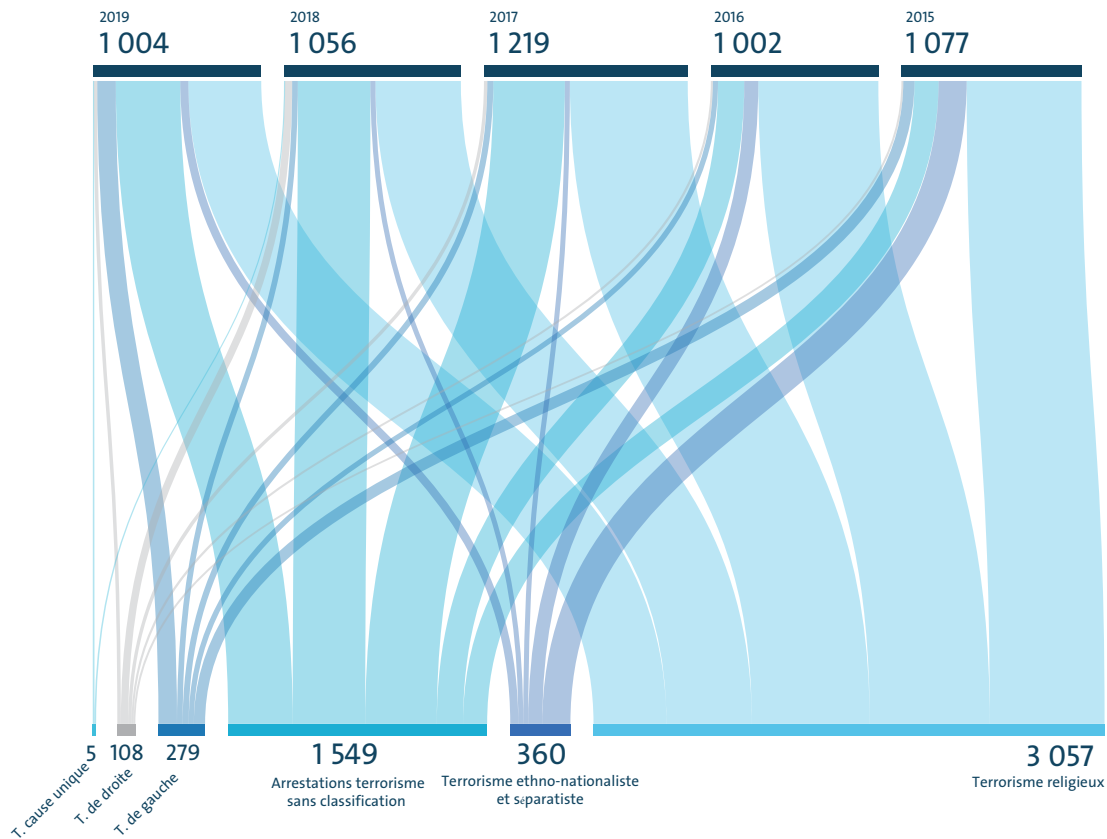
Les États membres de l'UE considèrent que la plus grande menace terroriste provient du terrorisme religieux et du terrorisme de droite, émanant d'acteurs isolés, ou de petites cellules, qui commettent des actes de violence de leur propre chef sans recevoir d'ordres ou de directives des grandes organisations. À en juger par les chiffres, les complots impliquant de nombreux suspects sont plus susceptibles d'être déjoués par les forces de l'ordre, contrairement aux attaques préparées par les loups solitaires.

La propagande terroriste et d'extrême droite incite les individus à commettre des actes de violence de manière indépendante. La doctrine d'extrême droite de «Résistance sans chef» fournit une justification aux

acteurs violents pour commettre des attaques sans orientation de groupe. Les organisations d'extrême droite sur Internet célèbrent les auteurs isolés d'attaques, et les qualifient de «saints» ou de «martyrs de la cause», attributs visant à inciter les autres à s'engager dans un comportement violent similaire.

Quant aux organisations terroristes Daech et Al-Qaïda, elles incitent depuis longtemps ses partisans individuels à mener des attaques solitaires. Au début, l'EI recrutait et dirigeait les assaillants potentiels à distance, mais en raison de sa capacité réduite à communiquer avec eux, elle a exhorté ses partisans et sympathisants à agir, sans attendre le soutien de la direction. En guise d'incitation, ils seront reconnus après leur mort (soldats de l'EI), et devenir des «martyrs».

Concernant les armes utilisées en 2019, les explosifs ont été utilisés dans près de la moitié des attaques, et les armes primitives dans l'autre moitié. Toutes les attaques à l'explosif ont été contrecarrées avant qu'elles ne se produisent. Contrairement à 2018, les États de l'UE n'ont signalé aucun incident terroriste impliquant des matières chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires en 2019.



Nombre d'arrestations en UE entre 2015 et 2019 Selon les classifications du terrorisme

Quant à la relation entre le crime organisé et le terrorisme, le rapport indique qu'il existe peu de preuves d'une relation systématique entre eux. On a constaté que les criminels se méfient des terroristes présumés pouvant attirer l'attention sur leurs activités criminelles. Pourtant, les criminels qualifiés qui sont parmi les cibles de recrutement des groupes terroristes, peuvent être attirés par le terrorisme avec la promesse de purification et de pardon de leurs péchés et méfaits.

Financement du terrorisme

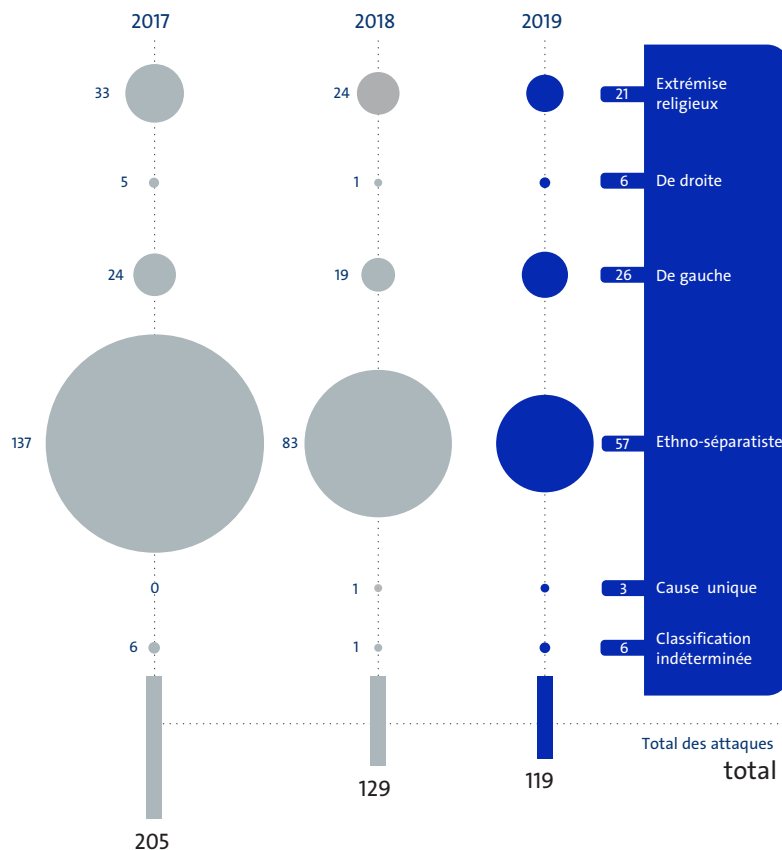
La plupart des attaques terroristes commises en 2019 ont été perpétrées par des individus ou de petites cellules. Ces types d'attentats simples tels que le poignardage ou l'attaque à la voiture-bélier ne nécessitent pas de grandes capacités financières et leurs coûts d'exploitation sont faibles.

Les sources de financement des attentats terroristes peuvent être légales ou illégales. Le gouvernement belge a noté que les cellules en Europe se financent en partie par des délits mineurs, tels que le vol et l'extorsion. En Irlande, les groupes républicains dissidents (DR) se font financer traditionnellement par des activités criminelles et de contrebande. Les dons constituent une

autre source de financement en UE, notamment pour l'extrême droite. Les extrémistes de droite ont usé de méthodes traditionnelles et innovantes pour financer leurs activités en 2019, telles la collecte de cotisations et de dons de supporters et de sympathisants, via des comptes bancaires en espèces, lors de concerts ou, plus rarement, la production et la distribution de matériel de propagande. Les boutiques en ligne qui vendent des vêtements arborant des dessins et des slogans d'extrême droite constituent aussi une source de financement, pour Blood & Honor, à titre d'exemple, selon le gouvernement belge.

Les monnaies virtuelles facilitent les opérations de financement du terrorisme en UE. La Belgique a noté que ces monnaies peuvent être utilisées pour effectuer sur des plateformes illégales de commerce «darknet», à titre d'exemple, des achats de faux documents ou de billets d'avion typiques pour les influenceurs isolés, ou les petites cellules en difficulté de connexions sur les marchés physiques existants.

Les fonds collectés en Europe sont transférés aux organisations terroristes opérant en dehors de l'Europe de différentes manières dont les virements



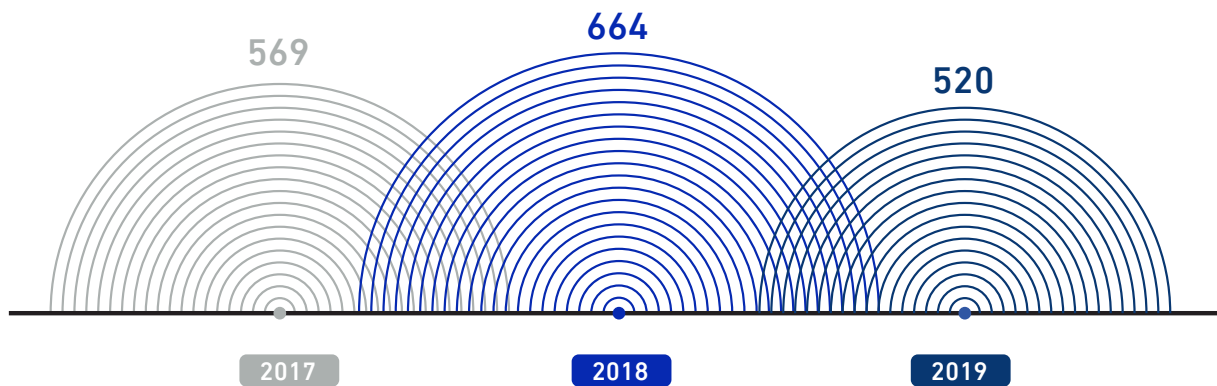
Nombre d'attaques terroristes en Union Européenne selon la classification du terrorisme entre 2017 et 2019

bancaires, les transactions commerciales et les envois de fonds. L'organisation terroriste Hezbollah, dont l'aile militaire est classée terroriste par l'UE, est soupçonnée de contrebande de diamants et de stupéfiants, de blanchiment d'argent et d'envoyer des fonds au Liban en guise de transactions commerciales via le système bancaire, ou en espèces via l'aviation commerciale. Les enquêtes ont du mal à prouver que les fonds collectés visent à financer la branche militaire de l'organisation. Le rapport indique une nette diminution du financement des groupes terroristes en dehors de l'Europe en 2019, par rapport aux années précédentes. Cependant, les moyens d'obtenir des fonds sous le couvert d'entreprises, d'organisations caritatives légitimes, ou de campagnes de collecte et de transfert de fonds à des groupes terroristes, vont train dans les communautés extrémistes en Europe.

Les combattants terroristes étrangers dans les zones de conflit ont poursuivi leurs tentatives de solliciter le soutien financier de citoyens européens pour des dépenses professionnelles ou pour organiser leur retour en UE. L'Espagne a signalé deux cas dans

lesquels des fonds ont été transférés pour financer le retour de combattants terroristes étrangers et de leurs familles en Europe. Dans le premier cas, la police espagnole a arrêté en mai 2019 un citoyen syrien de 43 ans soupçonné d'être membre de l'appareil financier de Daech, transférant de l'argent collecté auprès de sympathisants terroristes vers la Syrie. Dans le second cas, un citoyen espagnol de 71 ans d'origine irakienne a été arrêté en novembre 2019 pour avoir envoyé de l'argent pour le retour de terroristes des zones de conflit vers l'Europe.

Les Pays-Bas ont évoqué des initiatives en 2019 de collecter des dons sur Telegram pour soutenir des proches parentes de combattants de Daech et leurs enfants, vivant dans des camps de détention gérés par les Forces démocratiques syriennes (FDS) en Syrie en 2019. Le Danemark a noté que les groupes terroristes en Irak et en Syrie restaient le principal bénéficiaire du financement du terrorisme provenant de personnes résidant au Danemark. Cependant, le volume de financement a diminué par rapport aux années précédentes, compte tenu du nombre relativement



Nombre de procès pour terrorisme en Union Européenne entre 2017-2019

faible d'individus se trouvant toujours dans les zones de conflit et qui ont des liens avec le Danemark.

Le rapport fait la distinction entre le financement des grandes organisations et celui des loups solitaires et des petites cellules, et considère que le premier nécessite d'énormes sommes d'argent pour préparer et perpétrer les attentats terroristes, et entretenir les infrastructures, le recrutement, la propagande, l'emploi et le renforcement des capacités (formation et endoctrinement, salaires, compensation financière pour les proches et logistique). Le second financement est de loin moins coûteux.

Champs de bataille virtuels

L'impact des médias officiels de l'organisation terroriste Daech a diminué en termes de taille, de contenu, d'impact et de réaction rapide, après avoir perdu ses territoires, ses installations de production médiatique et ses équipes de travail. Cependant, la production médiatique centrale de l'EI n'a pas complètement disparu. La majeure partie se compose de bulletins officiels du soi-disant État islamique, de brèves nouvelles de son agence de presse Amaq et de reportages vidéo. En outre, l'organisation a pu diffuser son bulletin d'information hebdomadaire en langue arabe, Al-Naba, tout au long de l'année. Les déclarations de la direction, en particulier celles du chef de l'organisation Abu Bakr al-Baghdadi et de son porte-parole, se sont poursuivies sous l'emblème de la société de production médiatique d'Al-Furqan.

Au cours de 2019, la propagande de Daech s'est poursuivie, y compris les deux messages audio d'Abou Bakr al-Baghdadi en avril et septembre, affirmant que «les revers ne signifient pas la défaite» et que «Dieu récompense ceux qui restent engagés, surtout en période de faiblesse et d'adversité». Le rapport note

que l'utilisation des médias sociaux et de diverses plateformes Internet avait d'autres objectifs importants. La diffusion de contenus terroristes, la glorification d'organisations terroristes et l'incitation à commettre des actes terroristes sont des questions que les tribunaux nationaux des États membres de l'Union européenne ont traités en 2019 dans les affaires liées aux terroristes.

Quant aux terroristes de gauche, anarchistes et extrémistes violents, Internet reste l'outil de prédilection pour leurs activités de sensibilisation, de propagande et de recrutement. Il a été noté que les groupes terroristes et extrémistes de gauche montraient un niveau élevé de précautions sécuritaires. Leurs membres utilisaient des téléphones mobiles «propres» et des applications «cryptées» pour communiquer. Le gouvernement tchèque a indiqué que les extrémistes de gauche et les anarchistes utilisaient leurs propres infrastructures, telles que Riseup.net, Espiv et Noblogs. Certains groupes adopteraient délibérément des méthodes primitives, évitant toute communication informatique et téléphonique, ou le recours au GPS pour se déplacer. Quant à la droite, elle utilise Internet pour promouvoir son discours extrémiste, usant de la satire et de l'insinuation envers ses adversaires politiques pour éviter toute responsabilité juridique pour des discours de haine ou d'incitation à la violence.

Zones de conflit

Le nombre de rapatriés des zones de conflit vers l'Union européenne est resté très faible en 2019, et les restrictions sur les déplacements à destination et en provenance des zones de conflit vers les pays voisins ont eu un impact significatif sur la capacité des combattants terroristes étrangers à rentrer sans

l'aide des autorités nationales. En 2019, six adultes tous signalés aux autorités turques et aux corps diplomatiques néerlandais sont rentrés aux Pays-Bas, et ont été arrêtés à l'aéroport de Schiphol à Amsterdam. Malgré les mesures draconiennes de rapatriement aux États membres de l'UE, la Belgique a exprimé ses inquiétudes quant à la menace des rapatriés non détectés pouvant emprunter des itinéraires inattendus d'immigration illégale et utiliser de faux documents, leur permettant d'accéder incognito à l'espace «Schengen» Cependant, il n'y a aucune preuve de l'utilisation systématique de la migration irrégulière par les organisations terroristes, et il semble que la principale motivation des facilitateurs soit le gain financier. Il convient de noter que les combattants terroristes étrangers rejoignant l'EI et d'autres organisations ont été dépouillés de leurs documents d'identité originaux, et que tous les documents collectés ont été placés dans un fonds commun pouvant être utilisé pour envoyer des agents de l'EI en Europe.

La question du retour des femmes et des mineurs est une autre préoccupation reconnue par les États de l'UE. Beaucoup de femmes qui se sont rendues dans des zones de conflit n'étaient pas seulement des épouses et des mères, et en raison de la différence de législation nationale, beaucoup d'entre elles ont été poursuivies pour des crimes tels que le soutien à l'EI.

Terrorisme ethnique et séparatiste

Le nombre d'attaques par des terroristes ethniques et des séparatistes a continué de baisser pour la deuxième année consécutive, passant de 83 en 2018 à 57 en 2019. Comme les années précédentes, six États membres de l'UE ont signalé 48 arrestations, principalement en Espagne (25), en France (13) et au Royaume-Uni (10), contre 30 l'année dernière. L'IRA était toujours considérée comme une menace réelle en Irlande du Nord. L'activité terroriste séparatiste en Espagne est restée à de faibles niveaux en 2019, et malgré les affirmations du groupe séparatiste ETA concernant le désarmement, les autorités ont découvert deux caches d'armes et d'explosifs.

Le PKK a continué à utiliser le territoire de l'UE pour des activités de propagande, de recrutement, de collecte de fonds et de soutien logistique. Des membres présumés des Tigres de libération de l'Eelam Tamoul (LTTE) ont été arrêtés en Allemagne pour de graves infractions pénales au Sri Lanka.

Terrorisme de la droite et de la gauche

Le nombre d'attentats d'extrême droite en Europe est plus élevé qu'en 2018. Six attentats terroristes auraient été achevés ou déjoués en 2019. Des groupes d'extrémistes de droite prévoyant de commettre des violences ont été arrêtés en UE en 2019. Beaucoup d'entre eux communiquaient en groupes privés fermés via Internet. Il est rapporté que de nombreux pays européens ont signalé l'émergence de groupes paramilitaires de droite sous prétexte de l'incapacité de l'État à protéger la population de la menace perçue de l'islam et de l'immigration.

Les extrémistes de droite utilisent les sites Web, les forums de discussion en ligne et les sites d'information mensongère pour diffuser leurs idées. Mais malgré les efforts déployés pour détecter et supprimer le contenu erroné sur la suprématie blanche, les principales plateformes de médias sociaux demeurent les principaux outils de propagation de l'extrémisme de droite en Europe.

Les États de l'UE ont signalé par ailleurs 26 attaques terroristes de gauche et anarchistes en 2019, atteignant le niveau de 2016 et 2017, après une baisse en 2018. Les attaques ont eu lieu en Grèce, Italie et Espagne. Le nombre d'arrestations parmi les groupes de gauche a considérablement augmenté par rapport aux années précédentes, soit 34 détenus en 2018, contre 36 en 2017, portant le nombre de détenus à 111 en 2019. La majorité des arrestations étaient liées à des manifestations violentes et à des affrontements avec les forces de sécurité en Italie. Les extrémistes de gauche et les anarchistes violents demeurent une menace réelle pour l'ordre public en UE. Le soutien aux kurdes de Syrie représente toujours un thème majeur pour ces extrémistes dont certains auraient rejoint les groupes armés kurdes combattant dans le nord-est de la Syrie.

Terrorisme religieux

En 2019, les pays de l'UE ont été témoins de sept attentats perpétrés par ce que l'on appelle le terrorisme «religieux/Jihadiste», alors que 14 ont été déjoués. 10 personnes ont été tuées, soit moins de morts que lors des attentats de 2018 qui ont fait 13 morts. Le rapport distingue les attentats déjoués en phase de préparation et ceux déjoués en phase de mise en œuvre. Ainsi, en février 2019, la police néerlandaise a arrêté un homme de 48 ans soupçonné de préparer un acte terroriste et d'être un partisan de Daech. Une arme à feu et des munitions ont été trouvées en sa possession. Le 25

novembre, deux hommes (20 et 34 ans), de nationalité néerlandaise et iranienne, ont été arrêtés à Zoetermeer et à La Haye (Pays-Bas). Soupçonnés de préparer un attentat imminent, les suspects prévoyaient de suivre une formation à la préparation d'engins explosifs improvisés et de mener en décembre aux Pays-Bas un attentat à l'aide de gilets suicides et de voitures piégées. Le niveau de ces activités terroristes dans les pays de l'UE a varié en 2019. L'Autriche a noté ainsi une nette diminution des activités terroristes, malgré l'arrestation de 43 personnes accusées de terrorisme religieux, mais il n'y a aucune indication d'une diminution des activités terroristes dans d'autres pays de l'Union. L'Espagne a constaté une augmentation du nombre de cellules terroristes démantelées s'élevant à sept en 2019, contre cinq cellules en 2018, ainsi que l'augmentation de la moyenne du nombre d'individus arrêtés.

La majorité des attaques utilisant des armes primitives et des armes à feu ont été menées par des loups solitaires et non par des groupes terroristes. Cependant, ces assaillants entretenaient souvent des relations dans des réseaux lâches ou de petites cellules désorganisées. Deux tentatives de rejoindre des groupes terroristes ont été par ailleurs signalées aux autorités, mais elles ont été déjouées par les États membres de l'UE en 2019. Quelques individus rentrés des zones de conflit ont été signalés, mais le retour d'autres non détectés ne peut être exclu.

La situation dans les zones de conflit en dehors de l'Europe a continué d'affecter la situation du terrorisme en Europe, car des centaines de citoyens européens sont restés affiliés à Daech en Irak et en Syrie. Le paysage du terrorisme religieux en Europe se compose de réseaux qui ne sont pas connectés les uns aux autres, et les activités auxquelles se livrent les individus et les réseaux terroristes visent souvent à faciliter le terrorisme, directement ou indirectement, par le financement et le recrutement. Ces réseaux n'ont pas de plan stratégique commun et clair. Il y a peu de leaders influents et de personnalités distinctes, et un nombre limité de personnes constituant une force motrice inspirante, qui ont été contrainte par divers facteurs de se réorienter. Le Danemark a estimé que le soutien à Daech et Al-Qaïda dans les cercles extrémistes a considérablement diminué en 2019.

En 2019, il y a eu peu de tentatives de combattants terroristes étrangers de l'UE de se rendre dans des zones de conflit notifiées à Europol. L'Autriche et

l'Espagne ont chacune confirmé un cas, qui ont tous deux été déjoués. L'Irak et la Syrie ne sont plus des destinations attrayantes pour ceux qui souhaitent rejoindre Daech ou al-Qaïda. La défaite militaire de l'EI a réduit le contrôle du groupe sur de vastes zones à de petites «poches» de territoire inaccessibles aux combattants terroristes étrangers potentiels. En outre, il y a un manque de financement et d'infrastructures qui soutenaient auparavant de nombreux combattants terroristes étrangers souhaitant s'installer dans les zones de conflit.

Conclusion

Ce rapport a été publié par une organisation intergouvernementale européenne de sécurité de la police, et son contenu démontre la nature professionnelle et technique de ce travail très objectif et précis. Il a eu recours aux chiffres et aux données et a identifié les risques et défis, en s'appuyant sur les événements et les faits judiciaires et sécuritaires, et en utilisant à la fois l'approche statistique et l'approche comparative. Il s'agit en bref d'un rapport concret et impartial.

Cependant, ce rapport, ainsi que les précédents rapports annuels publiés depuis 2007, n'ont pas examiné les raisons, les références et les explications de l'augmentation ou de la diminution des chiffres, voire de leur stabilité, année après année. Est-ce dû au périmètre fonctionnel de l'organe qui les a délivrés «Europol» ? Mais, même cette portée n'est pas censée empêcher ou exclure de citer, au moins, ces causes et facteurs. Le rapport n'est pas tenu certes de se pencher sur les facteurs de la propagation du terrorisme, mais les chiffres ne sont finalement que des indicateurs de réalités sociales, politiques et sécuritaires, locales, régionales et internationales.

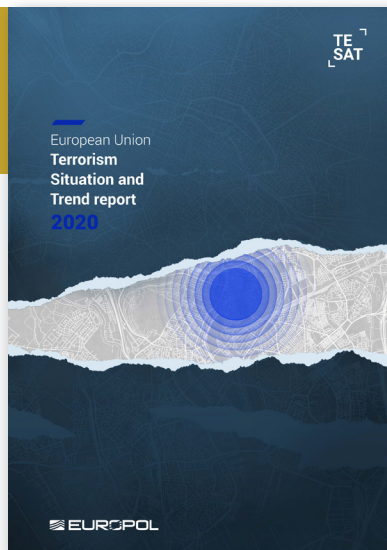
En ce sens, le rapport attribue toutes les réalisations et les succès des pays de l'Union européenne dans la réduction des risques de terrorisme religieux, ethnique, séparatiste et autre aux mesures que les autorités répressives ont sciemment adoptées. Il se peut que cela soit vrai, mais les groupes et organisations terroristes diffèrent dans leurs motivations, objectifs et problèmes majeurs, mettant les chiffres devant le défi de l'interprétation et de la déduction, et des résultats et recommandations à adopter pour réduire au mieux les dangers du terrorisme sous toutes ses formes.

La deuxième question qui aurait pu rendre le rapport 2020 plus complet et plus utile est de montrer à quelle mesure certains groupes terroristes bénéficient des

expériences et des moyens de travail des autres. Dans quelle mesure, par exemple, le terrorisme national séparatiste a-t-il bénéficié des méthodes de travail et des stratégies de recrutement ou de polarisation du terrorisme religieux, notamment celles conçues et adoptées par Daech ? Puisque le terrorisme de droite est qualifié de terrorisme local, le terrorisme religieux en a-t-il étudié les méthodes de travail, et en a-t-il bénéficié ? L'attention portée par le rapport au facteur Internet, en tant que dénominateur commun pour toutes les organisations terroristes à divers degrés, ne signifie pas que le rapport a accompli sa tâche dans ce contexte. Un rapport qui présente cette quantité de chiffres pourra approfondir les champs d'intérêt mutuel entre les organisations terroristes pour en déduire ce qui s'impose, afin que les pays de l'UE puissent en bénéficier pour modifier leurs plans stratégiques nationaux de

lutte contre le terrorisme de toutes sortes. La troisième et dernière question que le rapport aurait dû souligner est la nature de la coopération sécuritaire et judiciaire entre les États membres de l'UE, et l'impact de cette coopération dans la limitation des attentats terroristes. Au contraire, il aurait été très important de présenter et d'analyser les cadres de coopération entre l'UE en tant qu'organisation régionale, avec ses États membres d'une part, et les organisations régionales et les pays non européens dans la lutte contre le terrorisme d'autre part, et l'impact d'une telle coopération, positivement ou négativement, sur la réalité terroriste en Europe. Car la stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies a souligné l'importance de la coopération bilatérale ou multilatérale dans les efforts de lutte contre le terrorisme.





**RÉALITÉ DU TERRORISME
ET SES TENDANCES EN UNION EUROPÉENNE 2020**

Éditeur
Europol 2020







التحالف الإسلامي العسكري لمحاربة الإرهاب
ISLAMIC MILITARY COUNTER TERRORISM COALITION